

WHO WANTS GEORGES IBRAHIM ABDALLAH IN JAIL ?

Résumé

Le militant communiste libanais Georges Ibrahim Abdallah est devenu le plus ancien prisonnier du conflit israélo-palestinien. Il est entré dans sa 40ème année d'incarcération... en France. Les pressions exercées par les USA sur la justice française et une *fake news* de 1986 attribuant à son groupe armé des attentats terroristes qu'il n'a pas commis sont à l'origine de cette durée de détention hors-norme. Jusqu'à quand ?

Annie Gonzalez et C-P Productions présentent

WHO WANTS GEORGES ABDALLAH IN JAIL ?



Où se trouve le plus ancien prisonnier du conflit israélo-palestinien ? Est-ce à Hadarim (nord-Israël) où est détenu Marwam Barghouti, le « Mandela » palestinien ainsi que d'autres fedayins condamnés pour des actions de lutte armée des années 90 ? Non, c'est en France, au centre pénitentiaire

de Lannemezan, qu'est incarcéré Georges Ibrahim Abdallah depuis bientôt 40 ans. Ce militant communiste libanais âgé de 72 ans, proche du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) est libérable depuis... 1999. Il pourrait finir sa vie en prison si la France continue de céder aux pressions exercées par les USA chaque fois qu'un tribunal de l'application des peines se prononce en faveur de sa libération. Mais cette ingérence américaine n'explique pas, à elle seule, cette durée de détention inhabituelle dans l'Union Européenne pour des crimes à caractère politique.

Les médias français, prompts à s'insurger contre des atteintes aux droits de l'homme dans les geôles de Chine ou de Russie, restent ici étrangement silencieux. Peut-être n'ont-ils pas envie d'enquêter sur leur propre responsabilité dans cette « peine de mort lente » infligée à Georges Ibrahim Abdallah, selon les mots de son avocat. En 1986, la quasi-totalité de la presse française a attribué – à tort – au militant communiste libanais une vague d'actes terroristes commis par des combattants chiites du Hezbollah, à l'époque où l'Iran avait déclaré la guerre à la France pour sa politique agressive à l'encontre de Téhéran (soutien de Saddam Hussein lors de la guerre Irak/Iran, non-règlement du contentieux Eurodif...).

Dans cette histoire s'étirant sur près d'un demi-siècle, il sera question d'ingérence d'une puissance étrangère sur la justice française, de *fake news* des médias hexagonaux et d'un militant anti-impérialiste qui sait quel était le prix à payer pour rester fidèle à ses engagements de jeunesse. On croisera aussi des activistes français et libanais mobilisés contre cette situation. C'est à partir d'actions menées par des citoyens de Bordeaux, de Lille, de Marseille, de Toulouse et de Paris que le récit va se déployer pour documenter un pan d'histoire méconnu et interroger le fonctionnement d'une « *justice d'exception* », selon les mots de l'avocat Jacques Gandini, membre de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme), qui participe chaque année, avec d'autres centaines

de personnes, au grand rassemblement devant la prison de Lannemezan pour réclamer la libération de Georges Ibrahim Abdallah et son retour au Liban.

Grâce à l'engagement et à la ténacité de la productrice Annie Gonzalez, de la monteuse Florence Jacquet, du technicien Ludovic Raynaud, des journalistes Léa Gasquet, Maëlle Mariette, Clara Menais, des filmeurs Aurélie Martin et Brice Gravelle, des stagiaires Fanch Blanchard, Léo Lespinasse, Charlie Udave, et d'autres complices comme Nina Faure que nous ne pouvons pas toutes citer ici, nous avons réussi à faire un bon bout de chemin. Il nous reste encore d'ultimes étapes à franchir pour que ce long-métrage sorte en salles de cinéma. Objectif final : faire bouger les lignes sur le dossier de la libération de Georges Ibrahim Abdallah !

Financement participatif : 30 000 euros avant le 29 février 2024

Soutenir la réalisation du film